

# L'INVENTION D'UNE JUSTICE INTERNATIONALE

Le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) rendra, le 22 novembre, le jugement de son dernier procès, celui du général serbe Ratko Mladic, orchestrateur de la tuerie de Srebrenica. En vingt-cinq ans, le TPIY a fait germer l'idée d'une ju

---

Le Monde · 19 Nov 2017 · stéphanie maupas et rémy ourdan la haye - correspondance et envoyé spécial

---

Le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) rendra, le 22 novembre, le jugement de son dernier procès en première instance, celui du général Ratko Mladic, qui a orchestré la tuerie de Srebrenica. Le 31 décembre, il fermera ses portes après vingt-cinq ans qui ont vu la justice internationale s'inventer sous nos yeux. Lorsque le tribunal naît, en 1993, du choc de la destruction de Vukovar, en Croatie, puis du siège de Sarajevo et de la découverte des camps de concentration serbes en Bosnie, nul ne mise sur l'idée que justice sera rendue. C'est le temps de la guerre et de l'impunité. Le TPIY est un énième symbole de l'impuissance internationale face au carnage. Il faudra tout l'acharnement des procureurs et des enquêteurs pour que l'institution gagne peu à peu en crédibilité. A l'heure du bilan, le TPIY, ce sont 161 actes d'accusation, 123 arrestations, 83 condamnations (et 19 acquittements).

Discrètement, loin des prétoires de La Haye, une quinzaine d'enquêteurs internationaux sont allés, au printemps 2017, marcher dans la région de Srebrenica. Les randonneurs ont emprunté le chemin exact de la «marche de la mort», telle qu'elle fut baptisée à l'époque: la fuite désespérée des survivants de l'enclave bosniaque de Srebrenica jusqu'à Tuzla, à travers collines et forêts, traqués par l'armée serbe.

Certains enquêteurs ont découvert, émus, le mémorial de Srebrenica-Potocari, avec les tombes des quelque 7 000 prisonniers exécutés à l'été 1995: un mémorial témoin d'une vérité historique qu'ils ont, au fil de leurs investigations, contribué à établir. Ils ont vu d'un autre oeil ces villages qu'ils avaient arpentés durant des années à la recherche de charniers, de cadavres, de témoins. De vieux Bosniaques musulmans, revenus après la guerre et l'épuration ethnique, ont parfois reconnu leurs visages, vus à la télévision, durant la retransmission des procès. « De vieilles femmes nous arrêtaient pour nous remercier, nous enlacer, nous offrir le café... », raconte Peter McCloskey, un juriste américain qui dirige le pôle d'enquêtes sur Srebrenica.

## UNE ENQUÊTE HORS NORMES

Pour ces pionniers de la justice internationale, l'heure du dernier jugement a sonné. Près de vingt-cinq ans après le vote, le 25 mai 1993, de la résolution 827 du Conseil de sécurité de l'ONU, à laquelle nul ne prédisait un quelconque avenir tant la guerre faisait rage en Bosnie-Herzégovine, le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), qui fermera ses portes le 31 décembre, s'apprête à vivre, le 22 novembre, son moment le plus historique: la décision des juges dans le dernier procès de première instance, celui du général Ratko Mladic, le commandant militaire de l'armée bosno-serbe, qui, de tous les conflits ex-yougoslaves et de toutes les forces combattantes, a, selon l'acte d'accusa-

tion, le plus de sang sur les mains. Mladic a été l'orchestrateur des pires carnages de la guerre, du siège de Sarajevo à la tuerie de Srebrenica.

Venus du monde entier à La Haye sans que nul ne sache comment cette nouvelle justice internationale allait s'inventer, après la guerre froide et cinquante ans après les procès de Nuremberg et de Tokyo, les magistrats et policiers du TPIY ont, durant vingt-cinq ans, traqué la preuve des crimes, puis les criminels eux-mêmes. Certains leur ont échappé, soit par manque de preuves, soit parce qu'ils sont décédés avant la fin de l'enquête, ou même peu de temps avant la décision des juges, comme le président serbe Slobodan Milosevic, mort en cellule à La Haye. Le jugement de Mladic est la décision

la plus attendue par les enquêteurs comme par les survivants de la guerre. «Mladic, c'est le cerveau du crime, le véritable démon », accuse le substitut du procureur Peter McCloskey. «Pour le moment ont été condamnées certaines pièces du puzzle. Même un homme comme [le «président» bosnoserbe] Radovan Karadzic n'est qu'une pièce du puzzle, pense Jean-René Ruez, le policier français qui a mené l'enquête sur Srebrenica. Le seul, dans cette structure criminelle, qui rassemble toutes les pièces du puzzle, c'est Mladic ! » Attablé dans un restaurant de Lyon où sa carrière dans la police française l'a mené après ses années au TPIY, le commissaire Ruez attend ce jugement pour «se sentir libéré ». « Libéré ! » crie-t-il. «C'est la dernière porte à fermer... » L'homme est entré dans la légende de la justice internationale pour avoir piloté «l'enquête la plus réussie du Tribunal pour l'ex-Yougoslavie, l'enquête par excellence, une enquête qui, d'un point de vue technique, est même plus réussie que Nuremberg », selon McCloskey. Rencontré peu après la guerre, celui qui était alors un jeune inspecteur de police fraîchement arrivé de Nice n'a jamais caché que cette enquête a bouleversé sa vie. « Jusqu'à la première condamnation pour Srebrenica, celle du général Krstic, qui a correspondu d'un point de vue personnel à la naissance de mon fils, j'étais persuadé que j'allais y laisser ma peau. Littéralement. Je marchais en terrain miné, au sens propre comme au figuré. Je pensais mourir, sautant sur une mine ou abattu par un sniper, et je n'en avais rien à foutre. J'étais révolté par le déni de réalité... »

Jean-René Ruez, tenace et sans émotion apparente, même si on le sent profondément dévasté, s'est acharné. Ce fut une enquête

« totalement hors normes ». Il a retrouvé les lieux d'exécution et les charniers, les témoins et les tombes cachées. Il a fait exhumer et autopsier des milliers de cadavres, morceau par morceau. Il a épluché des dizaines de milliers de documents militaires et de rapports d'écoutes des services de renseignements. Il a fait saisir après la guerre « toutes les armes des unités impliquées dans Srebrenica, dans l'espoir qu'une seule cartouche, lors de l'enquête balistique, établisse un lien entre le crime et l'unité en question ».

Des années plus tard, Jean-René Ruez, toujours hanté par les fantômes de Srebrenica, et ses équipiers peuvent se targuer d'avoir mis au jour l'ensemble de la chaîne de commandement de la pire tuerie perpétrée en Europe depuis la seconde guerre mondiale. « Du chef de l'Etat Milosevic au chef de l'armée Mladic, du chef des renseignements au chef des services de sécurité, on les a tous eus, quel que

soit le grade. » Alors Ruez a commencé, au fil de la quinzaine de condamnations pour la tuerie de Srebrenica, à retrouver une certaine sérénité. Aucun accusé, aucun avocat, aucun juge n'a mis en doute son enquête implacable et, au-delà des condamnations obtenues, il a contribué à écrire une histoire que nul ne pourra contester sans commettre un délit

flagrant de révisionnisme. Etablir la vérité, c'est aussi, au-delà de la punition des criminels, rendre justice aux victimes. «Je pense, murmure le policier, qu'il n'y a plus une seule zone d'ombre sur le crime de Srebrenica. »

Des zones d'ombre, la saga du TPIY en est pourtant parsemée. Les guerres d'ex-Yougoslavie (1991-2001) ne se limitent pas aux épisodes les mieux documentés de Sarajevo ou de Srebrenica. Les points noirs furent tant diplomatiques et politiques, attribués aux relations entre puissances mondiales et pays des Balkans, que juridiques, avec des acquittements inattendus.

### RICANEMENTS EN COULISSES

Lorsque le tribunal naît en 1993 du choc de la destruction de Vukovar en Croatie, puis du siège de Sarajevo et de la découverte des camps de concentration serbes en Bosnie, nul ne mise alors sur l'idée que justice sera un jour rendue. C'est le temps de la guerre et de l'impunité. La «marraine» du TPIY, la secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright, clame à la tribune de l'ONU à New York que « seule la vérité peut combattre les haines ethniques et religieuses et commencer le processus de guérison » et que le tribunal doit « aider

à créer les conditions d'une paix durable». A l'époque, tout le monde ricane en coulisses. Les criminels de guerre pavoisent en public.

Le TPIY n'est alors qu'un énième symbole de l'impuissance internationale face au carnage. Il faudra toute la force politique et morale d'Albright, enfant de Prague marquée par la seconde guerre mondiale et qui a connu la Belgrade yougoslave avant l'exil de sa famille aux Etats-Unis, pour qu'à la fin de la guerre de Bosnie l'existence du TPIY soit confirmée par l'accord de paix de Dayton. Et il faudra l'acharnement des procureurs et des enquêteurs, conscients de leur tâche historique et très engagés aux côtés des victimes, pour que l'institution gagne peu à peu en crédibilité.

Le tribunal a d'abord permis d'écarter les criminels de guerre de la vie politique, l'accord de Dayton interdisant tout mandat électif à ceux qui sont poursuivis par le TPIY : Radovan Karadzic et Ratko Mladic se transforment ainsi en fugitifs. Après sa défaite au Kosovo face à l'OTAN puis son renversement par l'opposition belgradoise, Slobodan Milosevic est transféré à La Haye par le courageux premier ministre serbe réformateur Zoran Djindjic, qui payera de sa vie sa politique de coopération avec la justice internationale, assassiné par des paramilitaires de son pays.

Après la guerre, des procureurs aux styles très différents permettent l'arrestation des fugitifs : l'astucieuse Louise Arbour, qui inaugure les actes d'accusation secrets permettant de surprendre les criminels de guerre avant qu'ils ne disparaissent dans la nature; la fonceuse Carla Del Ponte, «l'éléphant dans

le magasin de porcelaine», selon un enquêteur, qui tape du poing sur la table lorsqu'une capitale ne coopère pas, qui menace les Etats, leurs ministres et leurs services de renseignements, et obtient des résultats étonnants;

puis le méticuleux coopération Serge judiciaire Brammertz, avec les procureurs organise preuves contre d'ex-Yougoslavie les milliers d'exécutants et transfère qu'il les reste «Nous encore avons à juger. traqué ces fugitifs, raconte Bob Reid, le chef des opérations du TPIY, même si au quartier général [des forces internationales de l'OTAN] de Sarajevo, ils nous disaient qu'on allait déclencher la troisième guerre mondiale. Ils craignaient que nous soyons une entrave à la paix, ils pensaient qu'on était des cow-boys, des fous... On l'était probablement ! » Lorsqu'un accusé est localisé, le dossier est transmis aux forces internationales. Londres est la capitale qui réagit le mieux aux attentes du TPIY, bien avant que Washington et Paris traquent eux aussi les criminels de guerre. Un engagement

si décisif qu'il fait dire à Bob Reid que «si la mère du tribunal est Madeleine Albright, son père est Robin Cook », le ministre des affaires étrangères britannique de l'époque. « Cook soutenait notre travail, et allait plaider notre cause auprès d'autres pays de la communauté internationale. » Les forces spéciales britanniques lancent, à l'été 1997, l'opération « Tango ». « Ils sont allés à l'hôpital de Prijedor et ils ont traîné Milan Kovacevic qui pleurait, criait, donnait des coups », se souvient Bob Reid. Le chef de la police, Simo Drljaca, l'un des plus terrifiants acteurs des camps de Trnopolje, d'Omarska, de Keraterm, est tué dans l'opération. Le chef politique de la région, Milomir Stakic, prend la fuite. L'opération n'est pas un succès total, mais la troisième guerre mondiale n'a pas eu

lieu. « Ça nous a renforcés dans l'idée que personne ne se battrait contre la force de l'OTAN. Alors nous sommes allés voir les Américains en vantant le courage des Britanniques, et les Américains ont arrêté le général Krstic. Puis nous sommes allés voir les Français en vantant l'action des Britanniques et des Américains. » Et ainsi de suite. Trente accusés sont arrêtés par les soldats de l'OTAN, en ces an-

« JUSQU'À LA PREMIÈRE CONDAMNATION POUR SREBRENICA, CELLE DU GÉNÉRAL KRSTIC, JE PENSAIS MOURIR, SAUTANT SUR UNE MINE OU ABATTU PAR UN SNIPER »

JEAN-RENÉ RUEZ chef de l'équipe d'enquêteurs du TPIY à Srebrenica